

Article publié dans la revue algérienne *NAQD d'études et de critique sociale*
Thématique : « corruption et prédation », vol. n°25 – janvier/fev
2009, p. 69-85.

Restauration de l'Etat de droit ou captation de la rente pétrolière en Russie ?
--

Mots clés : Etat de Droit, rente pétrolière, corruption, fiscalité, oligarque, géopolitique, transport pétrolier, capitalisme d'Etat

C.MERCIER-SUISSA, Maître de conférences en Sciences économiques HDR (I.A.E./Université Lyon3), chercheur associé au CREPPEM (Grenoble II)
IAE : 04.78.78.75.16 ou 06.62.32.45.52 / E.mail : merciers@univ-lyon3.fr

L'arrestation de Mikhaïl Khodorkhovski, l'ancien patron de la compagnie pétrolière Ioukos, en 2003 a fait couler beaucoup d'encre et a laissé envisager un retour à l'Etat de droit en Russie. Cette arrestation a eu aussi des conséquences économiques et politiques à l'extérieur des frontières russes. Au delà de cette arrestation, c'est un signal que V. Poutine a envoyé aux citoyens russes et au monde extérieur (créanciers, OPEP, et Etats-Unis). M. Khodorkhovski, oligarque russe a été condamné le 1er juin 2005 à huit ans de prison pour de lourdes malversations financières. Il reste le symbole aux yeux de l'opinion russe de la « lutte antioligarque ». Une pléiade d'hommes d'affaires qui se sont partagés les richesses du pays lors de la privatisation.

Aujourd'hui, on peut s'interroger sur le sens de cette arrestation. Est-ce un retour à l'Etat de Droit ? Une renationalisation rampante du secteur pétrolier, secteur stratégique de l'économie russe ? Ou bien est-ce une nouvelle captation de la rente pétrolière par des « nouveaux oligarques » qui cumulent les principaux postes politiques et économiques ? Qu'est-ce qui a motivé cette décision et quelles en sont les conséquences ?

La Russie est une économie de rente pétrolière. Le sous-sol russe renferme près de 30% des réserves mondiales de gaz et 10% de celles de pétrole. Aujourd'hui elle est le deuxième exportateur de brut derrière l'Arabie Saoudite. Elle tire les 3/4 de ses recettes d'exportation de la vente d'énergie (gaz et pétrole). En 2007, les versements au budget effectués par les entreprises du secteur énergétique sous forme de taxes douanières et d'impôts ont constitué près de 3 100 milliards de roubles (près de 85 milliards d'Euros), soit presque la moitié des recettes budgétaires de la Fédération de Russie. Profitant de l'envolée des prix du brut, les autorités russes ont mis en place une réforme fiscale qui porte ses fruits aujourd'hui. Pour prévenir un retournement des prix du brut, le gouvernement a créé un fonds de stabilisation alimenté par les revenus d'exportations des compagnies pétrolières. Il atteindrait 132 milliards de dollars soit 10% de la richesse du pays.

La Russie est devenue une superpuissance énergétique grâce à la politique appliquée ces 8 dernières années, conformément à laquelle une partie considérable du secteur pétrogazier et de ses revenus ont été placés sous le contrôle de l'Etat. La société publique Rosneft, devenue la plus grande compagnie pétrolière du pays, a lancé en 2006 la première « IPO (Introduction en Bourse) populaire » de l'histoire de la Russie, s'attirant ainsi des milliers d'investisseurs russes et étrangers.

Le montant de la rente pétrolière est lié, d'une part, à l'extraction et à l'exportation d'un produit non reproductible – les hydrocarbures liquides- et d'autre part, au rapport de force entre les Etats producteurs et les pays consommateurs. Les prix des hydrocarbures reflètent cette situation. L'Etat russe assure près de 40% de la production de pétrole contre 16% il y a 4 ans. Cette reprise en main du secteur pétrolier, comme celle du monde des affaires en général, par le gouvernement russe peut être interprétée de différentes façons.

Après l'effondrement de l'Union Soviétique, le président Boris Eltsine et son administration ont choisi de libérer d'abord les prix et la propriété et ensuite seulement d'installer les institutions et les règles de l'économie de marché. Le capitalisme russe est donc né dans un vide juridique total, avec un Etat trop affaibli pour faire appliquer la loi. C'est alors que sont apparus les oligarques, des hommes d'affaires qui en peu d'années ont bâti des fortunes colossales. Leurs activités étaient-elles légales ou criminelles ? s'interroge David Hoffman (responsable des questions internationales au Washington Post et auteur de « the Oligarchs : Wealth and Power in the New Russia, Ed.Public Affairs, 2006). Il est difficile de répondre, car les acteurs évoluaient dans un monde dépourvu de contraintes légales, voire morales qui caractérisent les sociétés plus avancées dans la démocratie. Aujourd'hui les nouveaux dirigeants (V.Poutine et D. Medvedev) restaurent le pouvoir de l'Etat. Vladimir Poutine interdit les contre-pouvoirs en faisant disparaître certaines figures marquantes des années Eltsine. C'est ainsi que Boris Berezovski s'est exilé à Londres, Vladimir Goussinski, ex-propriétaire du groupe de presse Most, est en Israël et les principaux dirigeants du groupe pétrolier Ioukos sont en prison. En revanche, de nouveaux oligarques, proches de l'actuelle présidence sont apparus. Cette nouvelle vague est associée à la constitution de firmes russes, « champions nationaux » contrôlés par l'Etat. En 2001, a été nommé à la tête de Gazprom, Alexeï Miller a connu Vladimir Poutine à la mairie de Saint Petersburg. Sergueï Bogdantchikov, président du groupe pétrolier public Rosneft, a bénéficié du soutien d'Igor Setchine, secrétaire général adjoint de la présidence et intime du Président V. Poutine depuis le début des années 1990. L'Etat opère ainsi le recouvrement des actifs dispersés sous l'ère Eltsine. Pour illustrer cela, le cas de M. Khodorkovski est particulièrement édifiant tant du point de vue de la personnalité de son dirigeant, en opposition avec le Président Poutine, que du point de vue économique dont les enjeux reposent sur la captation de la rente pétrolière.

Actuellement, l'appropriation directe de la rente par l'Etat russe, premier entrepreneur du pays avec la société publique Rosneft, s'explique à la fois par des motifs symboliques, politiques et pour des raisons économiques examinés, ci-dessous. Ces différentes raisons sont vraisemblablement à l'origine de la décision, de démanteler le groupe privé Ioukos de l'oligarque M. Khodorkovski.

M. Khodorkovski a été arrêté en octobre 2003 alors qu'il avait fait de Ioukos le premier groupe pétrolier russe et amassé une fortune personnelle alors estimée à plus de 15 milliards de dollars. Accusé de fraude fiscale et d'escroquerie, il a été condamné à huit ans de camp et déporté en Sibérie. Ioukos a été liquidé, à coup de redressements fiscaux, d'un montant total de près de 30 milliards de dollars, obligeant à la vente de tous ses actifs par enchères

successives. Petite compagnie publique de second rang en 2003, Rosneft a racheté les actifs de Ioukos et a pris la place comme numéro 1 du pétrole russe, avec une production de plus de 2 millions de barils par jours. Comment les citoyens russes ont-ils analysé cette arrestation ? est-elle perçue comme une opération « main propre » de lutte contre la fraude fiscale et autres malversations, telle qu'elle a été présentée dans la presse russe ? Quel signal l'Etat a-t-il envoyé à son électorat, sachant que depuis juillet 2004, Rosneft a pour président de son conseil de direction un des plus proches conseillers de Vladimir Poutine, Igor Setchine ?

- **Cette arrestation peut être interprétée comme un signal en interne, au sens de la théorie des jeux, vis-à-vis des nouveaux dirigeants de compagnies privées russes et vis-à-vis d'un électorat qui demande à bénéficier des fruits de la croissance**

Après 1991, suite au mouvement de privatisation, des sociétés d'exploitation pétrolière privées, comme Ioukos, TNK, Sibneft ont vu le jour. Dès lors, l'appropriation directe de la rente par l'Etat russe s'en est trouvée modifiée. Les autorités russes avaient défini les conditions de partage de la rente entre l'Etat et les nouveaux propriétaires, via la fiscalité. Mais il y a eu beaucoup d'évasion fiscale. En faisant arrêter M. Khodorkovski, V. Poutine a envoyé un signal fort à tous les dirigeants de compagnies privées qui étaient réfractaires à l'impôt. Mais peut-on dès lors parler du retour à l'Etat souverain en Russie, à un Etat fort qui lutte contre l'évasion fiscale ? Ou bien, est-ce juste le souhait de quelques hauts fonctionnaires d'étendre leur pouvoir et leur richesse ?

Dans la théorie économique (chez Ricardo, comme chez Marx), la rente est liée aux lois de mise en valeur du capital dans le sol et sous-sol qui présente des différences naturelles. Dans l'industrie pétrolière, on peut dénombrer des rentes de qualité (selon la qualité du brut), des rentes de position (selon la proximité géographique des gisements d'exploitation par rapport au centre de consommation), des rentes minières (selon les coûts d'extraction) et des rentes technologiques (selon l'efficacité des processus technologiques utilisés). Il peut donc y avoir des différences entre prix du marché et prix de production et obtention d'une rente relative à cet écart. Ces récentes dernières années, grâce aux apports de biens d'équipements technologiques occidentaux – en particulier avec les accords noués entre firmes russes privées et compagnies occidentales telles Shell, Exxon -, les nouveaux propriétaires ont obtenu une rente différentielle plus importante. L'Etat russe ne dégageait quant à lui, qu'une rente de monopole avec la compagnie nationale de transport des hydrocarbures, Transneft. C'était donc le moment pour les dirigeants russes d'envisager une redistribution de ce surprofit entre les propriétaires privés et l'Etat. Le rapport de force entre l'Etat et ces derniers est l'élément dominant dans la fixation du prix intérieur du brut et dans le partage du surplus pétrolier.

Les économies de rente pétrolière ont donné lieu à de nombreuses analyses économiques, sociales et politiques. La possession de ressources naturelles n'est pas toujours source de développement économique et social. On parle même de « malédiction des ressources naturelles ». Cette « malédiction » en Russie s'exprime de plusieurs façons : tout d'abord, il apparaît un phénomène de capture de rente et se développe un comportement rentier. Sur le plan économique, le fait de détenir des ressources pétrolières freine la diversification de la production. Les exportations russes sont constituées presque entièrement par les matières premières et les engrais minéraux. Sur les 352 milliards de dollars de recettes provenant des exportations, la part des machines et des biens d'équipement n'est que d'environ 17 milliards de dollars. L'innovation nécessaire pour développer d'autres secteurs est entravée. Sur le plan social, la rente, objet de convoitises, accroît les inégalités et les tensions. Sur le plan

institutionnel, elle nourrit la corruption et affaiblit les institutions. Sur le plan politique, elle alimente les conflits entre groupes ou pays rivaux et porte une grande part de responsabilité dans la persistance des conflits.

Au-delà de la rente, l'exploitation du pétrole s'accompagne aussi d'un « Dutch disease ou syndrome hollandais ». Elle implique une sorte de taxe implicite au détriment des autres secteurs de l'économie. En attirant les ressources, elle augmente leurs coûts ce qui peut se manifester par une baisse de la compétitivité qui freine, là encore, le développement d'autres activités et aggrave la dépendance commerciale vis-à-vis de l'extérieur. Ce syndrome hollandais accentue les risques précédents et ralentit toute tentative de diversification.

Ainsi, dans le prolongement du modèle théorique d'HOFF et STIGLITZ (2002), nous savons désormais que l'existence de ressources naturelles induit des phénomènes de captations de rentes économiques et de verrouillage des institutions démocratiques. Sept personnes de l'entourage présidentiel auraient contrôlé 40% du produit national brut russe en 2004 (* *Nezavissimaïa Gazeta, Moscou, 26 juillet 2005*). Ils dirigent ou font partie du conseil d'administration de diverses compagnies, semi-étatiques ou privées, en position de quasi-monopole sur le marché. Parmi les plus connues figurent le chef de l'administration présidentielle (*et futur président*) Dmitri Medvedev (Gazprom), son adjoint Igor Setchine (le pétrolier Rosneft), l'ancien dirigeant de l'administration présidentielle Alexandre Volochine (électricité RAO EES), le Ministre des finances Alexeï Koudrine (diamant ALROS et la banque Vnechtorgbank)... Igor Setchine s'est approprié les actifs de Ioukos afin de faire de Rosneft l'une des compagnies pétrolières les plus importantes du monde (40 milliards de barils de réserves prouvées). Cet ancien traducteur de l'Ambassade d'URSS en Angola est aussi chef adjoint de l'Administration présidentielle. Très clairement, l'arrestation de M. Khodorkhovski a renforcé, si besoin était, la position du gouvernement russe et profite à un nombre restreint de dirigeants dans l'entourage immédiat de l'actuel premier ministre.

En fait si l'arrestation du dirigeant de Ioukos remet en cause les « privatisations criminelles » des années 1990, elle ne permet pas la renationalisation du secteur pétrolier dans l'optique d'une économie sociale de marché, ni vraiment le développement d'un capitalisme d'Etat.

Seuls les oligarques qui avaient des ambitions politiques ont été poursuivies : Selon Anders ASLUND, de l'Institute for International Economics à Washington, MM Vladimir Goussinski, Boris Berezovski, Leonid Nevzlin et autres oligarques en fuite, ont été poursuivis pour leurs ambitions politico-médiatiques qui dérangeaient le pouvoir en place, plutôt que pour leurs profits illégaux ou indéliçables. M. Khodorkovski avait reproché au Président Poutine la corruption dans son entourage et finançait des partis d'opposition. En revanche, la plupart des oligarques qui ne remettent pas en cause le mode de gouvernance du pouvoir en place ne sont pas inquiétés et continuent de s'enrichir. C'est notamment le cas de Roman Abramovitch, gouverneur de la république de Tchoukotka et président du club de football anglais de Chelsea, qui a investi dans l'acier après avoir cédé sa compagnie pétrolière Sibneft à Gazprom, en 2005. Vladimir Potanine, détenteur de NorNickel, Mikhaïl Fridman et Piotr Aven (Alfa Bank), ou Anatoli Tchoubaïs (père des privatisations controversées des années de transition), aujourd'hui à la tête de la compagnie nationale d'électricité RAO EES Rossii sont des oligarques de la première génération qui se sont constitués des empires industriels parapublics, en l'absence de contraintes légales, tout comme les « oligarques voleurs » qui ont été évincés.

Enfin, les analystes financiers russes quant à eux trouvent tout à fait légitime que l'Etat russe accroisse son rôle dans le secteur pétrolier. Artiôm Kontchine, analyste chez Aton explique : « Rosneft a certes profité des ressources de l'Etat pour acquérir les actifs de Ioukos et renforcer ses positions mais elle veille même mieux que Ioukos à bien exploiter ses ressources, ce qui est important pour l'avenir....La Norvège ou les pays d'Amérique Latine gardent aussi leurs ressources sous le contrôle de l'Etat. Rosneft n'est pas moins transparente que ne l'était Ioukos, surtout depuis qu'elle s'est lancée à la bourse de Londres » (in Libération, 11 mai 2007). En juillet 2006 la compagnie a levé 10,6 milliards de dollars ce qui a permis de financer en partie l'achat des actifs de Ioukos, tout en s'achetant une légitimité auprès des investisseurs occidentaux.

La mise au pas des oligarques, la restauration de l'Etat et de sa souveraineté ont rassuré une partie de l'électorat de Poutine et semble avoir eu le même effet sur les créanciers extérieurs.

- Un signal rassurant à l'égard de ses créanciers, de l'OPEP et des firmes occidentales

L'essentiel des moyens de paiements extérieurs de la Russie est obtenu grâce aux exportations d'hydrocarbures et à l'endettement. En s'appropriant directement l'intégralité de la rente pétrolière, la Russie élargit sa solvabilité extérieure et au-delà, peut accroître son endettement. Elle rassure ses créanciers et finance le plan de développement de son économie.

Le Fonds de stabilisation créé en 2004 grâce aux pétrodollars était considéré d'abord comme une « réserve en prévision des mauvais jours ». Mais, au bout d'un an seulement, son montant a dépassé les 500 milliards de roubles (18 milliards USD), ce qui a permis de rembourser au cours des deux années qui ont suivi toutes les dettes de l'ex-URSS, grâce aux nouveaux versements dans le fonds. Mais le Fonds de stabilisation a atteint une telle somme en 2007 que la décision a été prise d'injecter cet argent dans l'économie. Les institutions russes de développement ont été partiellement financées en puisant dans ce fond (in RIA Novosti, 29/02/2008). Fin janvier 2008, le Fonds de stabilisation a été divisé en Fonds de réserve (« coussin de sureté » en cas de crise financière mondiale) et Fonds du bien être national, dont les revenus seront utilisés pour la réforme des retraites.

Maintenant la dépendance de l'Etat russe à l'égard de ces deux sources de financement s'en trouve accrue.

La production de la Russie est presque aussi importante que celle de l'Arabie Saoudite. La production journalière de la Russie en 1999 était de 6,18 M/b ; elle excédait 8,20 M/b en 2003 et atteint 10 M/b en 2007. Le 2/9/2003 la Russie et l'Arabie Saoudite ont signé un accord cadre de coopération concernant l'exploitation d'hydrocarbures et la fixation des prix. Fin septembre 2003, lors d'une visite à la Bourse de New York, le président Poutine déclarait : « *Si jamais des pressions étaient exercées à la baisse sur les prix du brut, la Russie souffrirait d'une baisse de ses recettes d'exportation et pourrait adhérer à l'OPEP* ». L'hypothèse retenue était que le retour officiel de l'Irak sur le marché pétrolier mondial risquait de faire chuter les prix *!

**Notons toutefois que le risque de voir les prix baisser, du fait du retour officiel de l'Irak sur le marché mondial, est limité. Malgré la politique internationale d'embargo, les filières iranienne, syrienne, turque et jordanienne ont permis le développement des exportations pétrolières irakiennes ces dernières années. Bagdad aurait vendu de 600 000 à 800 000 b/jours en contrebande. En outre, dans le cadre de l'accord « pétrole contre nourriture » imposé par l'ONU, l'Irak vendait environ 2,2 M de barils de pétrole par jours, soit au total 2,8 à 3*

millions de barils quotidien. C'est un peu plus que ce que le pays vendait avant la guerre du Golfe de 1990. Le risque de déséquilibre brutal du marché pétrolier ne devrait donc pas être imputé au retour officiel de l'Irak sur ce marché.

Depuis la privatisation des sociétés d'exploitation pétrolière en Russie, la décision de produire et d'exporter ne relève plus exclusivement de l'Etat. L'Etat russe ne peut plus limiter ses exportations de brut. Si Transneft, compagnie nationale de transport, refuse d'acheminer les exportations pétrolières russes vers les terminaux d'exportation, elle doit dédommager financièrement les sociétés d'exploitation pétrolières privées, comme étaient Ioukos, Sibneft, TNK. C'est pourquoi d'une part, la Russie a tout intérêt à coopérer avec le plus gros producteur de brut mondial afin que les prix restent élevés et d'autre part, elle a intérêt à s'assurer allégeance à sa politique pétrolière de la part de tous les patrons des compagnies pétrolières russes. La « verticale du pouvoir » dans l'industrie pétrolière tend donc à **freiner le développement d'un marché pétrolier concurrentiel** sur le territoire russe. En témoigne les deux événements suivants dans lesquels la compagnie Ioukos était un acteur essentiel qui permettait le développement de la concurrence :

- **concurrence entre Ioukos et Rosneft sur le projet devant permettre de livrer du pétrole à la Chine :**

Tout comme le Kazakhstan qui construit un oléoduc de 3100 km pour livrer 20 Mt/an de pétrole à l'Ouest de la Chine, dans les prochaines années, la Russie envisageait la construction d'un oléoduc pour livrer du brut à la Chine, aux deux Corée et au Japon à partir de la région du lac Baïkal (gisement d'Angarsk) ; Pour le tracé il existe deux possibilités. La première permet de relier le champ d'Angarsk (lac Baïkal) à Daqing en Chine. Cet oléoduc devait permettre la fourniture de 700 Mt de pétrole en 25 ans (de 2005 à 2030) à la Chine. Ce projet Angarsk- Nakhoda, est soutenu par la compagnie nationale de construction d'oléoducs Transneft et par la Compagnie pétrolière d'Etat, Rosneft. La deuxième possibilité, l'autre projet concurrent, consiste à contourner la Chine et à tracer une route qui traverse l'Extrême orient russe vers Vladivostok et Nakhoda vers le Japon et les deux Corée. Ce dernier projet aurait d'importantes retombées économiques pour les régions de l'Extrême orient russe. En revanche, jusqu'à présent, l'absence de réserves prouvées dans ces régions met en question sa pertinence. Mais le plus important est que ce deuxième projet Angarsk – Daqing était soutenu et largement financé par la compagnie privée Ioukos. L'arrestation de son dirigeant a donné raison au projet soutenu par les compagnies nationales russes.

- **Entrée de nouveaux acteurs, des compagnies américaines en Russie**

Selon l'adage « diviser pour mieux régner » les Etats-Unis diversifient leurs sources d'approvisionnement. Ils le font entre les pays membres de l'OPEP, depuis les attentats du 11/09/01, et s'adressent aussi à la Russie. Les exportations russes de pétrole représentent 4% de l'approvisionnement américain et pourraient en représenter à terme entre 10 et 13%. Le projet le plus avancé est celui de la construction d'un terminal d'exportation de pétrole dans le port de Mourmansk. En 2005, l'oléoduc de Mourmansk est entré en service et permet de relier par tankers les cotes américaines en moins de 10 jours. Les majors américaines sont les principaux acteurs de ce rapprochement entre les deux pays ; Lorsque Ioukos a annoncé sa fusion avec Sibneft en 2003, ExxonMobil et Chevron sont entrées en compétition pour prendre une participation dans le capital de Ioukos-Sibneft à hauteur de 25%. ExxonMobil en octobre 2003 était prête à s'emparer d'au moins 40% de Ioukos. Mais un accord d'une telle

ampleur ne pouvait se faire sans l'accord du président V. Poutine. L'arrestation de M. Khodorkovski a mis fin à cet accord.

Un objectif de la politique pétrolière russe s'apparente ainsi, à un refus de voir se développer un marché concurrentiel sur le territoire. Ce dernier événement peut constituer un signal très négatif pour les compagnies occidentales. En fait, si l'arrestation du dirigeant de Ioukos a été perçue comme un renforcement du rôle juridique de l'Etat, elle a été aussi interprétée par de nombreux observateurs économiques occidentaux, comme une **reprise en main par l'Etat de l'économie**. Est-ce un signal rassurant, ou une source d'inquiétude pour les investisseurs ?

Les compagnies occidentales, après quelques cris d'indignation dans les medias ont vite cherché à collaborer avec le gouvernement russe. En mars 2006, quelques mois après la condamnation de M. Khodorkovski, c'est un consortium de Banques occidentales menées par la Société Générale qui a demandé la mise en faillite de Ioukos. En mars 2007, British Petroleum, via sa filiale russe TNK-BP a fait de la figuration pour des enchères qui ont permis à Rosneft d'emporter un gros lot. En avril 2006, les italiens ENI (pétrole) et ENEL (électricité) ont acquis un autre lot en collaboration avec Gazprom. Selon des informations rapportées dans la presse russe, il apparaît que les deux principaux groupes publics russes se seraient entendus pour se répartir les principaux actifs de Ioukos : à Rosneft les raffineries et à Gazprom les sites de production. C'est pourquoi si ENI a remporté aux enchères deux filiales gazières du groupe russe Ioukos, ainsi que 20% d'une filiale pétrolière, en réalité le propriétaire final est Gazprom. Sitot la procédure achevée, les deux groupes, Gazprom et ENI se sont entendus, et ENI a rétrocédé à gazprom les 20% de la filiale pétrolière. En mai 2007, Shell et TNK-BP ont fait de la figuration aux enchères pour un des derniers lot qui comprend un réseau de 500 stations services. Le lot a été attribué à Unitex, une petite compagnie russe inconnue, soupçonnée d'être liée à Gazprom. Ekaterina Kravtchenko, analyste de la société Broker Service à Moscou résume assez bien l'état d'esprit du monde des affaires : « Pour toutes ces compagnies étrangères, l'important n'est pas la nature du régime, ni comment les ressources sont partagées. L'essentiel pour elles est d'accéder à ses ressources, et elles espèrent le faire en coopérant avec le pouvoir. » (propos recueillis par Lorraine Millot in Libération, 11 mai 2007, p.17). En témoigne, le succès de l'introduction en Bourse de Rosneft auprès des investisseurs occidentaux qui ont compris qu'acheter du Rosneft serait un « geste important » pour leur avenir en Russie. La compagnie chinoise CNPC, la malaisienne Petronas, ainsi que British Petroleum, auraient passé commande d'un nombre important d'actions Rosneft. « 70% de l'IPO devrait être souscrite par des investisseurs stratégiques, qui font ainsi démonstration de leur disponibilité à établir des relations partenaires avec le pouvoir russe » estime l'analyste de la banque MDM, Andreï Gromadine (in Libération, vendredi 1er juillet 2006, p.15). La valorisation par le marché de Iouganskneftegaz, l'ex-filiale de Ioukos, fait ressortir un montant se situant entre 30 et 40 milliards de dollars, alors que Rosneft l'a acheté pour 9,3 milliards d'euros à l'occasion d'enchères truquées (Emmanuel Gaillard, avocat des actionnaires de Ioukos). Cette introduction en Bourse démontre que les autorités russes ont acquis un actif d'une grande valeur à un prix sous-évalué.

Ainsi le signal envoyé par V. Poutine n'a pas refroidi les ardeurs des compagnies occidentales, bien au contraire. Ces dernières sont conscientes que la Russie doit assurer l'expansion de son secteur énergétique, ce qui nécessite des investissements considérables et donc des opportunités, pour elles, de conquérir un nouveau marché, d'où la collaboration avec les nouveaux propriétaires des actifs de Ioukos.

Enfin, ce signal a aussi une portée plus politique. C'est aussi une mise en garde sur la scène géopolitique pour les Etats-Unis et leurs alliés.

- Un signal menaçant : l'arrestation du dirigeant de Ioukos constitue une mise en garde sévère pour les Etats-Unis et leurs alliés.

Depuis le milieu des années 90, russes et américains s'affrontent pour contrôler les réserves d'hydrocarbures de la Caspienne. Au delà de l'enjeu pétrolier, c'est tout l'avenir de la région qui est dépendant du rapport de force politique qui s'exprime entre les deux puissances et leurs alliés. L'avenir politique et économique de cette région dépend certainement de l'issue des manœuvres de la Russie et de ses alliés kazakh, iranien et dans une moindre mesure chinois, contre celles des Etats-Unis et de leurs alliés turcs, pakistanais et ukrainien et en partie européens.

Les Etats-Unis ont poussé 5 des anciennes républiques de la CEI à créer une nouvelle organisation régionale indépendante de la Russie, baptisée le **GUUAM** (Géorgie, Ukraine, Ouzbékistan, Azerbaïdjan et Moldavie) *initiales des 5 pays*. En 1997, à l'initiative de la Géorgie, de l'Ukraine et de la Moldavie, le GUUAM a vu le jour. Son rôle est d'assurer un « corridor » vers l'Europe notamment pour une meilleure coopération énergétique. C'est dans ces pays que le gouvernement Clinton a essayé de mettre en place le programme de l'OTAN « Partenariat pour la Paix ». Le 23 sept. 2003, les 6 membres du GUUAM ont signé un accord pour le renforcement de la coopération multilatérale qui vise aussi à consolider la coopération dans le domaine des transports énergétiques.

Après le 11/09 les Etats-Unis ont installé des bases militaires en Asie centrale et en Géorgie. Ces bases offrent aux américains un excellent moyen de contrôle politique sur l'Asie centrale. Avec la réélection de G. Bush, deux des membres du GUUAM ont essayé d'adhérer, comme les 3 pays Baltes l'ont fait, à l'OTAN. Malgré la réponse négative des membres de l'OTAN, le dossier n'est pas clos et la candidature de la Géorgie et de l'Ukraine va être représentée.

Face à ces manœuvres américaines, en 1996, la Russie a répondu en réanimant l'OTSC (Organisation du Traité de Sécurité Collective) et crée avec la Chine l'**OSC** (Organisation de Coopération de Shanghai) qui comprend 6 pays: l'Ouzbékistan, le Kirghizistan, le Kazakhstan, le Tadjikistan, la Chine et la Russie, officiellement pour lutter contre le terrorisme. L'Ouzbékistan est entré dans le groupe de Shanghai, alors qu'il était membre du GUUAM. En avril 2005, l'Ouzbékistan quitte le GUUAM par crainte d'une contagion des « révolutions de couleurs ».

Dès lors, si la diplomatie américaine visait à réduire le poids de la Russie dans la zone méridionale, l'OSC représente une alliance russo-chinoise contre l'influence grandissante des Etats-Unis en Asie Centrale. Avec l'offensive des monopoles publics Transneft et Gazprom, la politique énergétique russe s'inscrit dans une stratégie destinée à contrecarrer la politique américaine. C'est en quelque sorte la réponse russe à l'élargissement de l'OTAN, ainsi qu'à la mise en place de routes énergétiques alternatives aux réseaux russes, par les occidentaux.

L'arrestation de M. Khodorkovski a stoppé l'arrivée des majors américaines ExxonMobil et Chevron qui auraient dû prendre une importante participation dans Ioukos. De plus en juin 2006, les députés ont adopté en première lecture une proposition de loi renforçant le

monopole sur les exportations de Gazprom, détenu pour rappel à 50,1% par l'Etat, et géré par des proches du Président Poutine. Ce vote a marqué une fin de non-recevoir aux demandes occidentales de libéralisation. Aujourd'hui l'accès des compagnies étrangères est limité dans le secteur énergétique ; les acquisitions sont soumises à autorisation. En juin 2006, alors qu'il était vice-premier ministre, Dimitri Medvedev déclarait : « le gouvernement n'est pas l'actionnaire le plus efficace mais il est normal qu'il contrôle des entreprises vitales » ; il plaidait alors pour la création de « grosses corporations avec des relais sur le marché extérieur ».

L'intervention systématique de l'Etat russe peut devenir un motif d'inquiétude pour les compagnies occidentales même si ces dernières savent que les groupes publics (Gazprom, Rosneft) ou privés (Lukoil) n'ont pas suffisamment investi depuis la fin des années 1990. En témoigne les récentes baisses d'impôts de 4,2 milliards de dollars accordés par le gouvernement russe à l'industrie pétrolière, conscient du sous-investissement chronique de cette industrie. Mais ce n'est qu'une simple bouffée d'oxygène. M. Leonid Fedoun, vice-président de Lukoil, estime en effet que le secteur pétrolier devra déboursier 1 000 milliards de dollars dans les vingt prochaines années, simplement pour maintenir sa production quotidienne de 10 millions de barils. Les compagnies devront aller en Sibérie orientale, en mer Caspienne et dans l'Arctique, où l'exploration et la production nécessitent des capitaux importants et des technologies sophistiquées. La Russie aura sans doute besoin du concours des groupes occidentaux (ExxonMobil, BP, Shell, Total...), ces mêmes groupes qui rencontrent de nombreux obstacles pour s'implanter sur le marché russe. Mais on peut se demander si dans l'avenir, les compagnies occidentales en Russie ne vont pas simplement devoir être les partenaires juniors des grandes compagnies russes ?

En conclusion :

L'Etat russe n'a pas renationalisé. Il s'est assuré par des sociétés publiques, privées et mixtes, y compris à capitaux étrangers, le contrôle de secteurs stratégiques : plus de 40% du pétrole au lieu de 10% en 2003, 51% de Gazprom contre 48% et la totalité des oléoducs gérés par Transneft. Le coup porté au groupe privé Ioukos, qui s'apprêtait à fusionner avec Sibneft et préparait avec Exxon-Mobil et Chevron Texaco l'entrée massive des capitaux américains dans les pétroles de Sibérie, ne traduit qu'un nouveau partage de la rente pétrolière au profit de partenaires très proches de l'Etat russe, et au détriment d'intérêts privés russes et étrangers imbriqués. Cette redistribution de la rente pétrolière renforce le Président et son entourage tant en Russie que sur la scène internationale. Toutefois, si les firmes géantes des oligarques se développent, elles prospèrent en partie au détriment des petites et moyennes entreprises. Le système bancaire hérité des années 1990 fonctionne très mal. Les banques russes jouent un rôle plus important pour le financement du fonds de roulement des entreprises que dans celui de l'investissement. De plus les banques manquent de moyens pour soutenir la croissance de l'activité. Elles ont tendance à se refinancer sur les marchés financiers internationaux, mais ces derniers se sont asséchés depuis la fin 2007. Les PME ont donc du mal à se procurer les capitaux dont elles ont besoin, tandis que les oligarques ne rencontrent pas de problème de financement. En outre, les réseaux de relations qui existent entre oligarques du secteur industriel et ceux du secteur bancaire permettent à ces derniers de se financer et cela au détriment des PME.

La récente élection de D. Medvedev semble avoir été programmée pour garantir la pérennité des oligarques au pouvoir, sinon de V. Poutine lui-même, au mépris de la démocratie. Durant toute la campagne présidentielle, D. Medvedev, premier vice-Premier ministre, s'est efforcé de promouvoir la continuité du « plan Poutine ». Sur les affiches qui invitaient à aller voter pour le successeur désigné, le même slogan revenait : « Pour la stabilité et la continuité du pouvoir ». L'opposition a été réduite à faire de la figuration et de nombreuses atteintes à la liberté de la presse ont été dénoncées. Le tandem Poutine-Medvedev préserve les intérêts du clan, anciens des services de sécurité, originaires de Saint Petersburg, tous occupant des postes clés à l'administration présidentielle ou à la tête des grandes entreprises. Selon la sociologue, Olga Krychtanovskaïa, qui étudie les élites comme une entomologiste, « Medvedev n'a changé l'équipe de Poutine qu'à 17% » dans la haute bureaucratie. Il ne compte d'après elle, que deux fidèles au gouvernement (Alexandre Konovalov, ministre de la Justice et Nikolaï Vinnitchenko, chef du service fédéral des huissiers). On avance aussi que le nouveau patron du FSB, Alexandre Bortnikov, est acquis à D. Medvedev. Mais les hommes de Poutine sont à des postes stratégiques. La dépendance est entretenue par l'emploi, par ailleurs, des mêmes conseillers en communication : l'agence américaine « Ketchum », fait toujours le lien avec la presse étrangère aussi bien pour le compte du Président que du Premier Ministre et les deux dirigeants emploieraient les mêmes conseillers en communication, « dont les noms sont secrets » (in www.lefigaro.fr/international/2000/09/06)

Ainsi, le procès de M. Khodorkovski est un révélateur aussi d'une certaine forme de dérive du pouvoir russe. C'est un signal pour les entrepreneurs qui leur prouve que, dès que le pouvoir le décide, la justice n'est plus indépendante et que la propriété privée n'est jamais garantie.

L'ancien champion du monde d'échecs, Gary Kasparov, un des plus farouche opposants au pouvoir en place de déclarer : « *L'économie russe est dans un état pitoyable. Il suffit d'ouvrir les yeux, de prendre une seule fois le train qui relie Moscou à Saint-Petersbourg, les deux villes les plus riches de Russie, pour voir que 85% des russes vivent dans la pauvreté. Le pays est gangrené par une administration corrompue. Le système a été conçu pour enrichir les hommes au pouvoir, mais surtout pas pour développer l'économie. Le château de cartes ne tient que grâce à l'envolée des prix du pétrole et du gaz.* ». Si les indicateurs macro-économiques de la Russie sont aujourd'hui positifs : croissance du PIB autour de 8%, excédent budgétaire et extérieur important, remboursement de la dette, inflation contenue..., ces bonnes performances repose sur la rente énergétique. La demande extérieure, est le principal moteur de la reprise de la croissance depuis le krach financier de 1998. En effet, la forte croissance des exportations énergétiques s'est traduite par un afflux de devises qui a permis de renflouer les comptes des administrations publiques grâce à l'instauration d'accises élevées sur les exportations pétrolières. Mais ces recettes n'ont pas été, pour l'instant, utilisées pour réformer structurellement la Russie. La diversification industrielle n'a pas eu lieu et les retards sont importants dans le secteur des technologies de l'information et des communications, dans les services et dans les infrastructures. En 2006, l'assassinat du sous-gouverneur de la banque centrale, chargé de la réforme du secteur bancaire indique le climat des affaires est encore loin des standards internationaux. La stratégie de reconcentration des actifs énergétiques autours des deux principales structures publiques, Rosneft et Gazprom a permis de « récompenser » ceux qui appliquent cette politique. Ces opérations illustrent une constante de la politique économique des Etats rentiers : **les actifs publics sont au service de ceux qui les dirigent, et non de l'Etat.** Le chef du groupe d'expert auprès du président Poutine en 2006, Arkadi Dvorkovitch, a ainsi résumé à sa manière, quel devait être le rôle de ces grands groupes russes détenus par les oligarques : « *Il ne s'agit pas d'un capitalisme*

d'Etat, mais de la formations de grandes compagnies que l'on va soutenir, notamment à l'étranger. Elles seront sous contrôle de l'Etat pendant une période de transition mais doivent se comporter comme des compagnies privées » (in Le Monde, 21 juin 2006). Le but d'une compagnie privée n'est-il pas d'accroître ses profits ? Reste ensuite à déterminer, la clé de répartition de ces profits....

Enfin, soulignons que si la rente pétrolière permet à la Russie de s'affranchir des grandes institutions monétaires internationales, elle n'en reste pas moins un pays très dépendant de ses ressources naturelles sur lesquelles la valeur ajoutée est faible par rapport aux autres biens. La clé de voute du système économique russe est bien un prix élevé du pétrole et tous les événements politiques, géoéconomique qui accélèrent ou maintiennent l'envolée du prix du baril est favorable au pouvoir russe en place. Est-ce là encore le signe de la malédiction pétrolière ?

Bibliographie :

CHETERIAN V., « Thérapie de choc, Russie exangue », et CHAUVIER J. M., « Et Vladimir Poutine restaura l'Etat », in *Manière de voir* n°100, de Lénine à Poutine un siècle russe, Le Monde Diplomatique, aout-sept 2008

HOFFMAN D.,the Oligarchs : Wealth and Power in the New Russia, Ed.Public Affairs, 2006

LOISON E., « Quelle place pour la Russie dans le monde pétrolier de demain ? », *La lettre des études économiques*, Natexis Banques Populaires, février 2003

MERCIER-SUISSA C. « Pétrole, la malédiction caucasienne » ; in *Vie & Sciences Economiques*. Revue de l'ANDESE (Association Nationale des Docteurs en Science Economique), n°159-160, Hiver 2001/02, pp.56-62.

MERCIER-SUISSA C., « Contrôle du réseau pétrolier russe : intérêts économiques, enjeux politiques ». *Informations et Commentaires*, n° 97, octobre – décembre 1996, pp. 47-52.

MERCIER-SUISSA C., « Affaire Ioukos : Poutine renforce le rôle de la Russie sur la scène pétrolière internationale », communication pour les XXèmes journées de l'ATM à Nancy 25-27 mai 2004

MERLIN A.(sous la dir. de), Où va la Russie ?, Edition de l'Université de Bruxelles, 2007

RAVIOT J-R, Qui dirige la Russie ?, Lignes de repères, 2007

WALTER G., « Le commerce extérieur de la Russie. Comment sortir du piège d'une économie de rente ? », *Le Courrier des Pays de l'Est* n°1061, mai-juin 2007

Sites internet :

www.rian.ru (site de RIA Novosti)

www.kremlin.ru/eng (en anglais)

www.ivry.cnrs.fr/receo/

www.obsmoscou.net

www.russia-intelligence.fr

www.rfi.fr

www.unctad.org/wir rapport sur l'investissement dans le monde 2007- Sociétés internationales, industries extractives et développement

www.bp.com Statistical review of World Energy, British Petroleum, juin 2008